

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Mexique/Séisme - Alliance  
internationale pour la protection du  
patrimoine dans les zones en  
conflit/Contribution française -  
Égypte**  
(Paris, 20 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

Mexique - Séisme (19 septembre 2017)

Un fort séisme a frappé hier la partie centrale du Mexique. Les premiers bilans font état de plus de 200 morts.

Dans ce moment douloureux, la France exprime sa solidarité avec le peuple et les autorités du Mexique. Nous assurons toutes les familles des victimes de notre profonde solidarité.

À ce stade, aucune victime française n'est à déplorer. Notre ambassade a adressé les consignes de sécurité à la communauté française se trouvant sur place et a ouvert une cellule de réponse téléphonique pour répondre aux questions de nos compatriotes. Un message a été envoyé aux Français de passage ayant enregistré leur voyage sur la plateforme Ariane.

Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit -  
Contribution française

À la suite de la conférence internationale d'Abou Dabi tenue à l'initiative du président de la République et du prince héritier d'Abou Dabi en 2016, et comme elle s'y était engagée lors de la conférence des donateurs organisée le 20 mars au musée du Louvre, la France vient de procéder au versement d'une première partie de sa contribution à l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit.

Ce versement confirme l'engagement de la France pour la protection du patrimoine culturel en péril dans les zones en conflit et dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, outil de financement des réseaux terroristes.

Le financement de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit est une priorité, afin que puissent s'engager dès la fin de l'année des projets concrets.

### 3 - Égypte

Q - Quelle est votre réaction face au blocage du site Internet de Reporters sans frontières en Égypte, qui fait désormais partie des plus de 430 sites censurés à ce jour dans le pays ?

R - La France est attachée à la liberté d'opinion et d'expression, notamment sur Internet.

C'est dans le respect de cette liberté fondamentale que les impératifs sécuritaires, au premier chef la lutte contre le terrorisme, doivent s'inscrire.

Nous traitons ce sujet dans le cadre de la relation de confiance que nous avons avec les autorités égyptiennes.

M. Jean-Yves Le Drian a fait un point approfondi sur l'état de la liberté de la presse dans le monde avec M. Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, qu'il a rencontré le 13 septembre./.